

PROCÈS EN SECONDE INSTANCE CONTRE LE P/APC DE OULED-MOUSSA

Le système de la délibération en débat

Le procès intenté en seconde instance contre le P/APC de Ouled-Moussa, Moussaoui Ahmed, a été conduit par la défense, finalement, en procès contre la marginalisation de la délibération, moyen juridique et politique pour la gestion des collectivités territoriales dans notre pays.

Tout au long des débats qui ont duré tard dans la soirée de ce samedi au tribunal correctionnel de la cour de Boumerdès, l'assistance a noté qu'il n'était pas question de détournement de terres agricoles au profit de l'accusé mais de procès-verbal de choix de terrain et de délibération du conseil communal pour le versement des terres agricoles à la construction d'équipements publics. La liste de ces équipements, énumérés par l'accusé, comprend un CFP, une bibliothèque, une salle omnisports, une crèche, un bâtiment pour la Garde communale et 1 700 logements pour les sinistrés de 2003, Comme argument, pour sa défense, Moussaoui n'a pas manqué de rappeler au tribunal qu'il avait prélevé du patrimoine foncier familial 500 m² pour la construction d'une école primaire.

Argument non démenti par le tribunal. Mais alors, pourquoi se retrouve-t-il devant le juge ? s'interrogent ses électeurs qui lui ont renouvelé largement leur confiance en 2007. Faisant suite à l'instruction présidentielle au sujet des terres agricoles, une enquête globale est entamée dans la wilaya de Boumerdès, tout comme dans les autres régions du pays. Les investigations concernaient toutes les EAC et EAI de Boumerdès. L'enquête de la section de recherche de la gendarmerie de Boumerdès, indique, selon les copies des procès-verbaux exhibées par un défenseur du prévenu que ce sont les membres de ces entreprises agricoles collectives ou individuelles, notamment ceux de Ouled-Moussa, qui sont défailants.

Dans ce dossier, c'est le P/APC de Ouled-Moussa qui a été condamné en première instance par la justice à 3 ans de prison ferme pour dépassement sur la propriété d'autrui et dilapidation de terres et productions agricoles.

Lors de son interrogation par le président, qui maîtrise, notons-le, parfaitement ce dossier, le P/APC s'appuie, dans ses réponses, pour chaque cas sur le procès-verbal du choix de terrain signé par toutes les parties administratives (domaines, agriculture, urbanisme, hydraulique...) et les délibérations dûment acceptées par sa tutelle, le wali en l'occurrence. Le prévenu n'a pas manqué de rappeler également les instructions du wali de Boumerdès d'entamer des négociations avec les membres des EAC pour obtenir plus rapidement des désistements permettant aux pouvoirs publics de lancer, dans les délais, les projets dont celui des 1 700 logements au profit des sinistrés.

D'ailleurs, tous les membres des EAC ont reconnu avoir été compensés soit par des lots

individuels de construction soit par des indemnités financières. Poursuivant sa défense devant le magistrat, Moussaoui montre aussi une lettre émise par le ministre de l'Agriculture. Celle-ci autorise l'utilisation des terres agricoles prélevées pour des projets publics avant la parution de l'arrêté de distraction. Ceci pour la forme du dossier.

En fait, dans cette affaire relative à la gestion du foncier public, il semblerait que le premier magistrat de la commune de Ouled-Moussa soit victime d'un paradoxe particulier à l'Algérie. Force est de constater, en effet, que notre pays n'arrive toujours pas à concilier développement industriel, urbanisation et gestion du foncier, et c'est ce qui ressort des débats de ce procès, notent les observateurs. A ce propos, la réflexion du représentant des services des Domaines de Boumerdès est édifiante.

Celui-ci dira, en qualité de partie civile, en fin d'audience en introduisant une demande de dommages et intérêts de 50 milliards de centimes : « Nous ne sommes pas contre ces projets pour la population locale mais nous refusons les procédures usitées pour la prise des terres. »

Et à un défenseur de répliquer : « Ces services sous la tutelle du wali ne sont pas soumis à la pression de l'administration dans la réalisation des projets. S'ils estiment que les prélèvements des terres agricoles



Photo : Samir Sid

étaient illégaux, pourquoi leur représentant dans la commission locale des choix de terrains avaliserait-il justement les procès-verbaux des choix de terrains destinés aux projets publics ? Les Domaines pouvaient pourtant réagir auprès du wali et refuser ces transferts. En effet, la commune en question est soumise à trois contraintes : elle est localisée dans l'est de la Mitidja, dont les terres sont versées en totalité à l'agriculture, elle fait face, en outre, aux besoins sociaux des populations, et doit finalement absorber les projets de développement. Or, la cohérence du système juridique du foncier reste à faire en Algérie. Avant les plaidoiries des deux défenseurs, le président du tribunal qui, par son calme, a imposé une sérénité à ce procès, a par la suite appelé les 52 témoins pour les auditionner. Ces derniers qui, d'abord devant le

juge instructeur, avaient porté des accusations contre le P/APC, se sont contredits par la suite devant le président.

Leurs témoignages n'ont visiblement pas satisfait le

tribunal. L'un d'eux avait mis en cause, lors de l'enquête judiciaire, le P/APC au sujet de la destruction de 800 orangers.

Il a évalué par un expert les dégâts à 1 milliard 80 millions de centimes. Devant le président, il a dit le contraire, estimant que les arbres, plantés en 1960, étaient bien morts au moment de leur arrachage.

Intervenant brièvement, le représentant du parquet général demande, comme il est d'usage en appel, le maintien de la sanction.

M^e Yadouri et M^e Hadjari, les deux défenseurs, ont insisté sur la collégialité des décisions administratives au sujet de ces terres. Selon eux, d'autres responsables devraient donc, si faute il y a, être inculpés. Ils ont longuement cité des articles du code communal et du code de wilaya pour argumenter leurs propos. Ils ont demandé par conséquent l'acquittement de leur client. Le verdict sera connu le 25 de ce mois.

Abachi L.

MEURTRE D'UN JEUNE HOMME

À SIDI-BEL-ABBÈS

17 ans de réclusion pour l'accusé

La cour criminelle de Sidi-Bel-Abbès a eu, dans la journée de dimanche dernier, à juger une affaire de meurtre d'un jeune homme M. A., âgé de 20 ans, commis en juin 2008 dans le quartier Beni-Amer, dans le chef-lieu de Sidi-Bel-Abbès. Ce crime remonte à la journée du 10 juin 2008 lorsque la victime et son présumé meurtrier, B. A., âgé de 23 ans, tous deux voisins, ont eu une altercation au sujet d'un différend assez banal. Les esprits s'étant vite échauffés, la victime

aurait lancé sur son voisin le banc sur lequel elle était assise.

Le présumé meurtrier se serait précipité alors chez lui pour s'armer d'un couteau dont les coups ont été fatals au jeune homme. Evacué vers les UMC du CHU de Sidi-Bel-Abbès, il y rendra l'âme, après une intervention chirurgicale. Le meurtrier a été condamné à 17 ans de réclusion criminelle alors que l'avocat du ministère public avait requis la perpétuité pour homicide volontaire.

A. M.

HAUSSE DES PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

La problématique des fertilisants

Pomme de terre dépassant les 100 DA, haricots verts atteignant les 300 DA, courgettes franchissant allégrement les 140 DA... et la liste est encore longue des produits agricoles devenus, ces derniers mois, intouchables pour le commun des citoyens.

Cette situation renseigne sur le marasme d'un secteur censé produire plus et mieux pour satisfaire la demande nationale, notamment en produits maraîchers. Mais c'est tout le contraire qui se produit avec le recours toujours plus important à l'importation de produits alimentaires. Ce qui entraîne une augmentation démesurée de la facture avec des conséquences néfastes pour l'économie nationale.

Ce marasme est confirmé par de nombreux agriculteurs de la région de Annaba approchés à ce sujet. Ils argumentent la baisse vertigineuse de la production et la hausse extraordinaire des prix des fruits et légumes par la grande difficulté à se procurer des engrais phosphatés nécessaires à l'augmentation des rendements et à l'amélioration de la productivité



Photo : DR

agricole. L'une des causes directes de cette situation trouve son origine, selon ces agriculteurs, dans les mesures draconiennes rendant toute fertilisation des terres très difficile pour ne pas dire impossible. Ces mesures font suite à l'application depuis le dernier trimestre de 2008 des dispositifs du décret n°03/451 de 2003 relatif aux règles de sécurité applicables aux activités portant sur les

matières et produits chimiques dangereux. « Nous sommes confrontés à un véritable dilemme : continuer à recourir à l'utilisation des fertilisants avec toutes les conséquences que cela suppose, dont la plus grave est celle d'être soupçonnés d'alimenter les terroristes en produits entrant dans la fabrication de bombes ou laisser nos terres périr et subir des pertes sèches », affirment les

mêmes sources. A ce rythme, on verra à cours terme sur les étals de nos marchés des oignons, navets et autres carottes importés et cédés sur le marché au prix des fruits exotiques. L'autre impact porte sur les milliers d'emplois saisonniers en aval et en amont de la production des fertilisants.

Tout un imbroglio autour des fertilisants sans teneur explosive et non inscrits sur la longue liste onusienne des engrais et autres fertilisants à surveiller de près. Ainsi, qu'alors que la tonne de ce type de fertilisants, qui était à 900 dollars avant la crise, est actuellement cédée sur le marché mondial à 120 dollars. C'est à ne plus rien comprendre dans notre pays. Les prix des matières premières ne cessent de baisser sur le marché international. Chez nous, il a fallu qu'un décideur zélé se rappelle cinq années plus tard de l'existence de ce décret, c'est-à-dire sans relation aucune avec le retour à la sécurité dans notre pays. Qui en paye les conséquences si ce n'est le consommateur ? Et qui en profite, le spéculateur ! » a précisé Ali Tabet, gérant de la société Agrifert de Annaba.

A. Bouacha